

« Inciter les cheminots à manifester contre l'Assemblée nationale c'est faire de la provocation fasciste ».

L'HUMANITÉ DU 12 JUIN 1947.

Quelques jours après, les métallos communistes en service commandé assiégeaient le Palais-Bourbon.

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)
C. G. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS :
France et Colonies : 6 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.
Autres pays : 6 mois 190 fr. ; 1 an, 380 fr.

Le vrai « complot » est celui des affameurs !

IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPRÊME

LA IV^e République serait en danger ! Du moins, on nous le dit. De toute part se lèvent des « gens de bonne volonté » prêts à reprendre à leur compte la traditionnelle formule du « don de leur personne » pour voler au secours de la pauvrette.

C'est d'abord le « gardien législatif » de celle-ci, le socialiste Depreux, qui extirpe des cartons poussiéreux de la rue des Saussaies, le traditionnel complot des moments difficiles ; rien n'y manque, ni le Général, comme par hasard gardien suprême de l'autorité, ni le hobeau breton, ni la soutane. Les quelques accessoires nécessaires au décor de cette farce digne de l'*Ambigu*, n'ont pas été oubliés : château romantique, cheminée fumante, traître rongé par la peur et le remords, etc... Le régisseur Depreux a bien fait les choses.

Qu'il y ait toujours, dans ce pays et dans des situations telles que celles que nous connaissons, un certain nombre d'agités qui courent les ruelles mal éclairées, rasent les murs et se réunissent dans des arrière-boutiques poussiéreuses, nul n'en doute. Mais que, comme par hasard, on se décide à faire « le grand jour », à la veille de décisions importantes imposant aux travailleurs des « sacrifices nationaux » et après avoir si longtemps laissé voler les oiseaux de nuit surveillés et connus depuis de longs mois, cela nous paraît sujet à quelques réflexions, dont celle-ci : « Le sauveur Depreux pourrait bien, après tout, n'être que le sauveur d'un parti et d'une forme d'Etat, que les travailleurs ont de sérieuses raisons de ne pas porter dans leur cœur ».

A l'autre extrémité du pays, un homme dont le métier ne consiste pas précisément en cela, s'est également penché sur nos misères et s'est occupé du sort de Marianne.

De Gaulle, après avoir défini la situation tragique des différentes couches de la population, a proposé une solution : à savoir, De Gaulle lui-même, entouré d'un certain nombre d'imbéciles dont la tâche essentielle consistera à crier : « Vive de Gaulle ! »

AIDEZ-NOUS !

Notre « Libertaire » étend chaque jour son influence. La Fédération devient une organisation aux services multiples.

Camarades, pour que le « Libertaire » ait une maison digne de lui, souscrivez ! Il faut trouver 1 MILLION.

L'emprunt est établi par tranches de 500 fr., 1.000 francs et au-dessus, remboursables en un an, deux ans ou trois ans, au choix du souscripteur.

Adresser les fonds par mandat-chèque (ou chèque bancaire barré) à Robert Joulain, 145, quai de Valmy (C.C.P. 5561-76, Paris).

De Gaulle, armé d'une méthode aussi nouvelle qu'originale de « rétablissement de l'autorité » ; de Gaulle entouré d'un « brain trust » dont la curiosité expérimentale dépasse largement le sens social ; de Gaulle soutenu par un programme dont le paternalisme ne le cède en rien à celui d'une précédente culotte de peau dont on se demande pourquoi il n'est pas redevenu un « grand homme » ; de Gaulle sur qui reposent tous les espoirs des traîneurs de sable en mal d'aventure, des rastagouères à l'affût d'affaires fructueuses, des grenouilles de bénitiers à la recherche de potins pour salons bleus ou mauves ; de Gaulle enfin « le sauveur au long bec vivant de paix sociale, de travail emmanché d'un long cou, gage à l'usine, d'ambitions mal définies — de Gaulle est le suprême espoir des « gens d'ordre ».

On conçoit tout de suite que le grand « parti des masses » ne pouvait se laisser dépasser dans le domaine des « sacrifices obscurs ». Strasbourg a donc également entendu des propositions de sauvetage. Certes l'accent a surtout été mis sur l'alliance nécessaire entre socialistes et communistes, ces derniers n'ayant pas perdu le goût de la volaille... à plumer.

Mais la valeur de ce plan de sauvegarde et de son champion Thorez consiste surtout en ce qui n'a pas été dit, mais que commencent à connaître les travailleurs de ce pays.

Parti unique, stakhanovisme, hiérarchie des salaires, production à outrance, étatisation ; autant de méthodes dont nous avons pu observer les résultats probants de l'autre côté du Rhin !

Nous savons qu'à Strasbourg on a parlé de réduction des crédits militaires ; mais nous savons également que le P.C. a été le dernier défenseur de la Préparation militaire imposée aux jeunes, et que, d'autre part, la présence éventuelle d'un Billoux au ministère de la Guerre peut mettre en marche la fameuse méthode connue sous le nom de « politique de souplesse ».

Nous savons qu'à Strasbourg on a parlé de faire « payer les riches ». L'expérience nous a également appris que, lorsque dans un ministère, tous les portefeuilles économiques étaient détenus par des communistes, cette formule restait... une formule !

Devant l'empressement de ces fantoches prêts à se sacrifier au bonheur des travailleurs, ceux-ci doivent se rappeler les vers de l'hymne des révoltés :

« Il n'est pas de sauveur suprême ! »

Ni Dieu, serait-il Thorez ; ni César, serait-il de Gaulle ; ni tribuns, seraient-ils tous les bavards qui encomrent les allées parlementaires.

La situation est tragique, oui ! Mais pour qui ? Pour les travailleurs ! Le remède gît au plus profond de l'histoire du mouvement ouvrier et de ses sacrifices, seuls utiles, ceux qui sont consentis à l'action révolutionnaire.

La libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Et leur outil sera :

Le Communisme libertaire.



— Voyons, camarades ! Vous ne voudriez pas mettre dans l'embarras un gouvernement qui est LE VOTRE !...

POURQUOI nous n'avons pas de sucre

Si paradoxal que cela paraisse, nous sommes en mesure d'affirmer qu'il est possible, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

En 1938, nous consommions 970.000 tonnes de sucre. Sur cette quantité, 480.000 tonnes étaient utilisées industriellement : confiserie, confiture, etc., etc...

La population en consommait donc directement 490.000 tonnes. Aujourd'hui, la réserve officielle de sucre est de 820.000 tonnes.

240.000 tonnes étant réservées à l'industrie, il reste donc 580.000 tonnes à répartir aux consommateurs.

Comment se fait-il que la ration ordinaire ait été réduite à 500 grammes, alors qu'elle pourrait être de 2.500 grammes ?

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

Il est avéré que nous avons plus de sucre qu'avant guerre, d'après les déclarations officielles, sinon de mettre cette précieuse denrée en vente libre de sucre est en vente libre au marché noir à raison de 300 fr. le kilo) du moins d'augmenter d'une façon sérieuse la ration normale, voire de la doubler.

C'EST LA LUTTE FINALE QUI COMMENCE

Si l'on parle de révolution, ce n'est pas à la légère. Au « LIBERTAIRE », on sait tout ce que mot peut contenir d'événements, de luttes irréductibles, de drames et d'abnégation.

Les politiciens présentent volontiers les anarchistes comme des rouspéteurs sans objet, et des mystiques rêvant de paradis immédiats. Nous savons que tout ce qui s'acquiesse se gagne par la lutte, c'est pourquoi précisément nous sommes si avides de luttes.

Nous savons que ce n'est pas ce qui est dit qui compte, mais ce qui est fait ; c'est pourquoi nous nous élevons avec une rare violence contre les parleurs prébendés.

Notre but, c'est d'arracher le mouvement ouvrier à l'assujettissement des partis politiques, et de lui donner ainsi son originalité combative.

Y parviendrons-nous ? Croire le contraire, ce serait déjà démissionner de la lutte.

Y parviendrons-nous aisément à brève échéance ?

Nous avons toute notre vie pour accomplir notre travail d'anarchiste. Et ce que nous n'aurons pas pu faire, d'autres le feront. Lorsqu'on connaît mal les lois de l'évolution, on arrive à un degré d'impatience qui frise l'illusion.

Il ne faut pas croire au miracle. Avant que nous abouissions à l'anarchisme, il faut que des forces néfastes disparaissent et ces disparitions ne peuvent s'effectuer qu'avec des chocs violents. Viendront-elles à bout comme cela

du Parti communiste, ce nouveau bourgeois qui est en train de supplanter et supplanter la vieille bourgeoisie ?

« Nous voulons des révolutionnaires et non des révoltés », disait un cancrenat du P.C.F.

Par le mot « révolutionnaire », il voulait dire des moutons de Panurge ; et par « révoltés », des anarchistes.

Nous savons fort bien que nous sommes la bête noire de ceux qui s'intitulent « communistes » ; et c'est d'un bon œil qu'ils nous verraient tous pendus ou plombés de douze balles.

Nous sommes aussi l'ennemi n°1 des partis de gouvernement. Ils l'ont affirmé hier encore par la bouche de Ramadier.

L'histoire montre qu'on ne détruit pas un mouvement, parce qu'on ne détruit pas UNE IDÉE. L'anarchisme ne se trouve pas dans quelques individus qu'il est aisé de faire disparaître, mais il est le produit de notions qui se trouvent dans chaque cerveau, notions qu'une position sociale avantageuse peut obscurcir, mais qui se développent dès qu'elles ont des raisons de le faire.

Il est aisé de deviner l'évolution qui va s'étaler au grand large devant nous.

Une grande fatigue d'être politisée pèse actuellement sur la classe ouvrière ; ce qui la portera, dans l'action, à acquiesce une attitude INDEPENDANTE (c'est-à-dire hors des normes des boîtes modératrices ou des appréciations d'un parti-chef.

L'ETAT, ce poison

L'ETAT « fait des lois POUR GOUVERNER et il gouverne en appliquant les lois (1) ».

C'est un cercle vicieux de parasitisme social.

C'est pour cela que nous voulons ni de l'Etat ni des lois. Nous estimons que chacun doit agir à sa guise, sans aucune restriction légale. La seule accommodation qui s'impose aux intérêts comme aux besoins — AUTOMATIQUEMENT, c'est celle qui est déterminée par les relations des individus entre eux. Les libertés individuelles se conditionnent réciproquement, hors de toute intervention de la Loi ; et toute juridiction publique en fausse le jeu.

L'Etat dirige, cela signifie l'immense législation qui réglemente le travail, qui numérote, étiquette, restreint, limite, borne, en un mot fait de la production une toile d'araignée où chaque chose est accrochée à des milliers de fils gluants.

L'Etat administrateur, c'est la fiscalité qui presse sans frein avec un appétit toujours renouvelé. L'Etat justicier, c'est la parodie de la « justice » avec des bonhommes en robe, sans salle d'audience, prétextant l'ignorance de la Loi ; et toute juridiction publique en fausse le jeu.

L'Etat militaire, c'est la caserne, avec ses chefs idiots gonflés de haine et de fatuité. C'est la police et c'est le bagne. Et la corvée ignoble de la guerre.

L'Etat clérical, c'est la foi obligatoire ou l'hypocrisie contrôlée.

Et depuis que le prêtre s'est séparé du préfet, c'est la loi, la vénération imposées par le caractère providentiel, sacro-saint, sacerdotal de sa majesté l'Etat, origine de toute morale, de toute raison.

L'Etat laïque poursuit ses athées qui sont les anarchistes.

L'Etat, c'est tout cela, et bien autres choses encore : surtout de nos jours, car il foule son nez partout. Il veut tout savoir. Mieux à celui qui, par discrétion, prétend l'ignorer, ne rien lui dire et ne rien dire de lui !

Vote ! paye ! soumetts-toi ! sois berrillonné, enrégimenté, mobilisé !

L'Etat n'admet pas l'indifférence à son égard, et cependant il vit de l'indifférence laide, écourée ou terrorisée des hommes. C'est parce que ceux qui en sont victimes n'en ont pas conscience qu'il peut librement se constituer, s'imposer, continuer à martyriser, à rendre souverainement l'injustice, même à ceux qui n'en veulent point.

On nous fait crever de faim pour recevoir des devises. Pourquoi faire ? Pour permettre de payer le matériel acheté d'après les accords Blum-Byrnes : des films, des camions, des tanks qui servent à assassiner nos camarades prolétaires d'Indochine. Et surtout pour solder la note du gaspillage militaire et bureaucratique passé, présent et futur. Vain-on se laisser faire ? Ou s'insurger contre cette équipe de propres à rien, en instaurant les coopératives de consommation par la grève gestionnaire ?

On peut dire avec Veillat (3) : « En fait de tyrannie, qui donc peut se flatter de savoir ce que le monde ne supporterait pas ? »

Mais la tyrannie des ouvriers, envers de la tyrannie bourgeoise, ne peut engendrer l'ordre ni la paix.

La moitié de la France vit du travail des champs ; l'Etat socialiste se présente naturellement à elle comme un gendarme qui vient en auto chercher le blé à coups de fusil. Dès lors, le paysan s'inquiète.

L'Etat socialiste est régi, dit-on, par la dictature du prolétariat.

Qu'est-ce ce prolétariat ?

« Le prolétariat, c'est le peuple vrai, le peuple juste » ; ce n'est pas le prolétariat effectif, c'est le prolétariat en tant qu'idée ; et cette idée c'est « une minorité élue par l'esprit de l'histoire, le groupement des plus conscients (4) », qui en est l'incarnation prédestinée.

historique (5) ».

Les autres sont des cloportes qui errent dans les ténèbres, incapables de saisir les grands problèmes que les communistes élus, inclus dans la classe-messie, comprennent avec une perspicacité de dévins.

Il nous faut de l'Etat prolétarien après tout l'Etat bourgeois. C'est Lénine qui l'a dit. Il faut donc le croire.

« Il faut passer par là. Et, du reste, il ne s'agit pas de rien justifier ; nous sommes en présence d'une nécessité historique (5) ».

C'est ainsi qu'on parvient à escamoter tout ce qui est escamotable et à réduire à néant le sacrifice de générations.

« Qu'y faire ? » dira un aigri, « le peuple est bête, il n'a que ce qu'il mérite. »

Ce propos ne résoud rien. C'est un moyen facile de traduire son pessimisme et rien de plus.

Le grand remède c'est la violence telle que la préconisait Sorel dans ses moments anarchistes, c'est la lutte de classe moralisatrice.

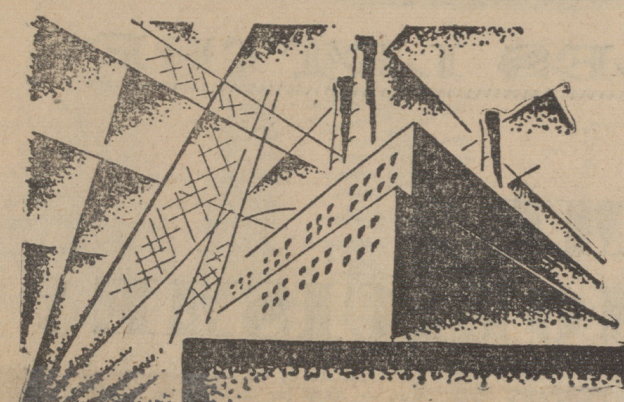
De cette violence il sortira quelque chose. Des formes de société mieux équilibrées se dessineront. C'est à cela que travaillent ceux qui s'acharnent sur l'Etat et sur tout ce qu'il représente de brutal et d'insupportable.

Et qu'on ne prétende pas les arrêter dans leur ouvrage par des boniments de charlatans sur l'Etat idéal de l'avenir.

Karl Marx peut dire dans les « Temps Nouveaux », avec une impudence de jesuite lècheur de botte : « Au pays des Soviets, le socialisme est déjà réalisé, alors qu'il n'est encore qu'un rêve pour des millions et des millions d'hommes dans les autres pays (6) » ! Il n'en reste pas moins que le paradis soviétique est une fourmilière d'esclaves qui s'usent dans les « cinquante ans stalinistes ».

L'U.R.S.S. a pu accorder, durant et après la guerre, un traitement préférentiel aux classes économiquement privilégiées au moyen d'un marché noir légal (7) ; ce qui montre bien que le fameux Eden de justice n'existe que dans des imaginations détraquées. L'expérience russe est ce qui donne la plus de poids à l'anarchisme lorsqu'il se prononce pour la destruction de l'Etat, de quel nom qu'il se pare.

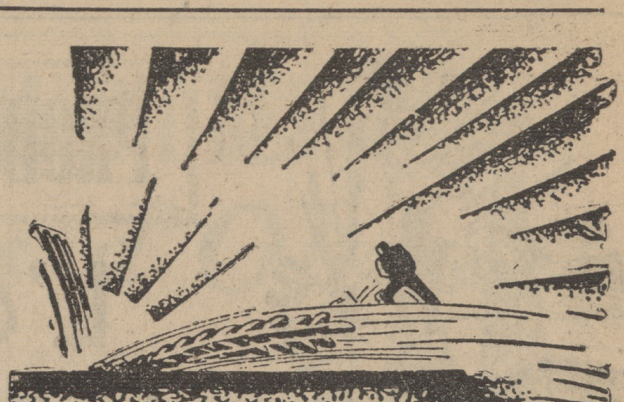
Paul CAMUS.



SYNDICALISME

A. I. T.

SYNDICALISME



Impressions de Strasbourg

STRASBOURG serait-il devenu le nouveau « lieu saint » où la vérité syndicale se dénoue de ses derniers voiles ?

Car tout n'a pas été limité à la dénonciation tricolore de M. Sartre et à des défilés d'Alsaciens en costumes. Sans doute la « Renaissance française » devait-elle choisir, pour tenir son congrès, la capitale de l'Alsace, en souvenir des larmes écoulées versées en 1918 par Marcel Cachin, patriarche du social-patriotisme.

Mais la nouvelle « Mecque » communiste a résonné également de disputes glorifiant la lutte entamée par les travailleurs français. Les grévistes ont donc cessé bruyamment d'être des éléments troubles, des diviseurs, des provocateurs ; y aurait-il de la C.N.T. là-dessous ?

L'accent a été mis, ma parole, sur l'indépendance syndicale. Et comme il est dans la pure tradition religieuse de mener un brin de temporel aux exercices spirituels, les congressistes ont pu assister à une récitation de la « nuit du quatre août ». Car noblement, Mornet et Frachon firent abonder, sur l'autel de la pureté syndicaliste, des mandats des délégués au Comité central du Parti communiste !

Si les choses n'ont pas été poussées plus loin, cela tient tout bonnement au souci d'équilibre que doit observer tout parti « gouvernemental » qui se respecte ; et puis, quel qu'un pourrait légitimement s'effrayer de retrouver par exemple Monsieur Henaff dans l'antichambre des lieux saints, en même temps qu'une direction syndicale ? Les grands de ce monde nous ont habitués à voir souvent des bouffons approcher leur personne sans que cela tire autrement à conséquence.

Ainsi le « parti des masses » a cru bon de jeter du lest, tout en conservant sa ligne générale.

Il peut tout de même se trouver des esprits assez touchés par les hérésies nouvelles pour penser que l'essentiel des revendications syndicales, chez les mineurs, ne consiste pas à préparer la prochaine campagne électorale ou à débiter quelques ministres pour les remplacer par les « pèlerins strasbourgeois ». C'est pourtant le rôle que s'assignent les dirigeants de la fédération cégétiste du sous-sol...

Il peut également se faire que des travailleurs estiment qu'orienter les ouvriers vers des buts fragmentaires, des grèves morcelées — soit l'application moderne du fameux enseignement de Machiavel : « diviser pour régner ».

Certains mauvais esprits pensent même que l'exemple donné par les travailleurs de la C.N.T., décidant de soutenir la grève des banquiers en bloquant les opérations financières qui s'effectuent par le canal des postes — s'avère préférable aux consignes des dirigeants cégétistes de leur Fédération, leur demandant de n'en rien faire, au nom des prétendues nécessités nationales !

Mais cela démontre-t-il simplement que les syndiqués prennent trop au sérieux les enseignements de nos « grands dirigeants » ? Et peut-être jugent-ils avec raison que, dans une période de production intensive, on devrait limiter au minimum le nombre prodigieux des « coups de pied au cul qui se perdent ».

L'ŒIL LIBERTAIRE.

Le mouvement de chez Citroën est une leçon pour les travailleurs de la Métallurgie

LES travailleurs de chez Citroën, ceux du moins qui n'ont pas compris la leçon du mouvement qui a éclaté il y a quelques semaines chez Renault, peuvent actuellement méditer amèrement sur les méthodes de lutte préconisées par leurs dirigeants et appliquer dans le conflit actuel le résultat de leurs réflexions.

Malgré les efforts de nos camarades de la minorité révolutionnaire, des métallos se sont opposés de toutes leurs forces au déclenchement d'un mouvement de solidarité secondant les ouvriers de chez Renault. Ils ont ainsi perdu l'occasion d'étendre à toute la métallurgie de notre région un mouvement qui aurait pu très rapidement être victorieux et régler, avec le problème de nos salaires, celui du comportement des syndicats devant l'ingérence policière.

L'occasion perdue, les dirigeants, pour pallier au mécontentement dans leur usine, ont organisé cette grève bâtarde, la grève perdue, au moment où le torpillage d'une éventuelle grève générale, par les soins de leurs complices de l'Union des Syndicats des métaux de la région parisienne, abattait la combativité des métallos.

Cela a permis au patronat de passer à l'attaque et a obligé les travailleurs à déclencher le mouvement, non à l'heure choisie par eux, mais sur le terrain voulu par leur patron ; cela, grâce à la veulerie et à la trahison des dirigeants de leur syndicat.

La leçon doit porter ses fruits. Les travailleurs de chez Citroën ne peuvent redresser une situation bien compromise par leur erreur qu'en balayant les politiciens qui les ont dirigés vers cette voie de garage et en prenant en main propre les destinées de leur secteur syndical.

MONTLUC.

LE CONFLIT DE LA BANQUE est réglé... momentanément

APRÈS des alternatives diverses, les employés de banque se trouvent « obligés » (selon les responsables syndicaux) d'accepter momentanément les conditions gouvernementales. Il serait démagogique de nier que ces conditions présentent quelques avantages, bien qu'elles soient inférieures aux revendications légitimes des employés.

Examinons rapidement les changements et pressions diverses dont les grévistes ont été l'objet.

Le 19 juin, le débrayage était total. Depuis lors, les patrons, puissamment aidés par le ministre des Finances et le président du Conseil, ont essayé d'abattre la combativité des employés ; ils n'y sont guère parvenus. Le 30 juin, le ministre Robert Schuman invitait les grévistes à reprendre le travail à des conditions inférieures à celles offertes par les patrons — et nous savons qu'ils ne sont guère généreux. Finalement, le changement auquel les responsables syndicaux ont été « obligés » de céder, est la menace d'une crise ministérielle dont, par ailleurs, la défection de banque auraient supporté la responsabilité ! La défection en pleine bataille victorieuse des cadres appartenant à la C.G.C. est aussi une raison invoquée par la C.G.T. et la C.F.T.C.

Mais nous invitons les employés à se montrer vigilants, car la lutte n'est pas terminée ; et il leur faudra examiner avec soin les causes de cet échec partiel et les moyens d'y remédier — qu'ils ne sauraient trouver ailleurs que dans le syndicalisme révolutionnaire.

GROUPE BANQUE.

«Moralité Chrétienne»

« Il n'y a de morale que dans la liberté ».

Elisée Reclus.

A C.F.T.C. a modifié ses statuts. Elle ne s'inspire plus de l'encyclopédie « Herum Novarum », mais de la morale

chrétienne. En conséquence, dit-elle, nous pourrions recevoir, non plus les seuls ouvriers chrétiens, mais les travailleurs de toutes religions et les athées non hostiles à la morale chrétienne !

Virage à gauche, sauts périlleux ; qu'importe à la réaction cléricale ? Ce qu'il faut sauver, ce n'est plus le Dieu divin (elle s'en fout !), mais le Dieu de la conservation sociale ! Le but, c'est ramener les brebis égarées de la C.G.T. (celles qui furent la trahison), sous la houlette des bons pasteurs. Et la C.F.T.C. ira jusqu'à se prononcer « pour le socialisme », afin de ne pas effrayer les âmes perdues dans les circonvolutions politiciennes.

La Morale Chrétienne, qu'attelle jamais changée ? Qu'attelle amenée de neuf ?

L'affranchissement des esclaves romains — à qui Saint-Paul disait « Obéissez avec crainte et tremblement, car tout pouvoir vient de Dieu » — a été l'œuvre des Barbares, en particulier des Vandales, honnis par les Pères de l'Eglise, mais accueillis par tous en libérateurs.

Prêcher la morale chrétienne et la faire pratiquer aujourd'hui est complètement absurde et malfaisant. Elaborée en des époques serviles, elle ne s'adapte plus aux besoins, aux sentiments de l'homme moderne.

La morale religieuse est une morale de résignation et de sacrifice ; elle courbe l'homme vers la terre. Le chrétien n'a pas de personnalité, parce qu'il agit par conscience, il exécute une « loi ». S'il ne fait pas le mal, c'est pour échapper au châtiment des révoltes ; s'il fait le bien, c'est pour gagner la récompense des humbles et des dociles. Dieu, n'a-t-il pas, de toute éternité, divisé l'humanité en béats et en réprouvés ? La morale des Ecritures Saintes se présente comme une morale autoritaire et législative.

Cette morale est inapte à l'évolution sociale, parce qu'elle est socialement absolue et, par conséquent, ne peut que conserver l'ordre social actuel. Rien ne peut être socialement absolu ; tout est relatif aux hommes vivants. Par son absolutisme, la morale « divine » est ridiculement tyrannique.

La vraie morale humaine est en continuelle « transformation » et adaptation aux nouveaux besoins individuels qui surgissent au sein des collectivités.

La vraie morale ne peut être

MONOPOLE SYNDICAL ?

La politique syndicale de la porte fermée appliquée par les Trade-Union est-elle destinée à mettre fin à l'abstentionnisme syndical parmi les ouvriers ? Elle est plutôt l'expression des tendances corporatives à gros effets désastreux d'annihilation des mouvements minoritaires.

Naturellement, les syndicats de masses croient à la « liberté », mais ils se font une curieuse idée de ce que la liberté signifie. Même Mussolini ne serait pas en désaccord avec leur interprétation. C'est Arthur Deakin, secrétaire général de l'Union syndicale des Transports, qui déclare :

« On nous parle de liberté et d'indépendance personnelle ! Nous répondons que personne n'est autorisé à exercer la liberté de miner l'œuvre des syndicats affiliés au TRADE UNION CONGRESS ».

Comme syndicalistes révolutionnaires, nous ne croyons guère aux vertus du recrutement forcé dans les boîtes et sur les chantiers ! La force d'un syndicat n'est pas dans le nombre de ses cotisés, mais la conscience de ses membres. La politique actuelle de monopole syndical est imposée, à travers la bureaucratie des organisations ouvrières par la volonté des employeurs (comme le London Passenger Transport Board). Car les employeurs préfèrent une main-

que : « sois un homme et agis selon ta conscience ».

La vraie morale ne peut se trouver que dans une société pluraliste, sans lois, ni Dieu, ni maîtres, basée sur l'équité et l'indépendance des valeurs.

R. LUSTRE.

d'œuvre disciplinée par les syndicats réformistes.

La « porte fermée » est maintenue fermée par le patronat au profit des chefs trade-unionsiens en raison des services rendus par ceux-ci : « Vous nous assurez contre les grèves, et nous vous assurons des cotisations pour vos caisses ».

Cela ne signifie pas pour autant que nous, anarchistes, adoptions dans les conflits syndicaux la position des syndicats autonomes, comme la National Passenger Workers' Union — encore que nous sympathisons naturellement avec les plus faibles dans tout combat avec un plus fort. La tendance avouée des syndicats autonomes est le trade-unisme apolitique. Les syndicalistes révolutionnaires ne sont pas « apolitiques ». Ils ne sont pas « neutres » dans la lutte sociale, ils sont anti-politiques.

« Pas de politique », selon l'explication donnée par le secrétaire de la N.P.W.U. autonome, Frank Snelling, signifie — et c'est là un clavier définitif — « neutralité en face du gouvernement et du problème de la propriété ». Il s'agit d'un effort pour restreindre l'action syndicale à un marchandage de salaires, ce que nous ne saurions admettre...

Bien au contraire, les syndicalistes révolutionnaires s'intéressent vivement au gouvernement et à la propriété capitaliste, car leur but est de les abolir. En attaquant la propriété et les bases politiques de la société actuelle, nous ne nous présentons pas (comme l'animal étrange qu'est le trade-unisme neutre du siècle dernier) en qualité de gens qui la politique indiffère, mais en qualité d'adversaires déclarés de la politique — de la politique qui n'est autre que l'art de gouverner les masses et d'exploiter la confiance des travailleurs.

(DIRECT ACTION, Glasgow.)

L'OCCUPATION DES USINES est-elle un droit OUVRIER ?

UNE conception philosophique du Droit affirme que celui-ci naît d'une prise de conscience collective, contestée par un comportement commun, mais qui n'a pas de droit positif sans forces. Cette conception défendue par de très bons théoriciens allemands a même été soutenue par des auteurs anarchistes. Un exemple fera comprendre rapidement le déroulement de cette idée : soit la prise de possession des moyens de production et de transformation par les travailleurs en collaboration avec les cadres et la maîtrise, en vue de la gestion directe par les producteurs organisés dans leurs comités de gestion d'entreprise. Cela c'est la PROPOSITION, la réalisation ne peut se faire que dans la lutte, et le droit ne peut en être reconnu que si, dans le rapport des forces en présence, cette nouvelle conception l'emporte sur toutes les forces de l'ancien droit que ces forces soient brutales ou non, qu'elles s'appuient sur l'autorité ou sur la simple compréhension.

Il est évident que pour transformer notre position en droit (donc les cadres du régime social) deux conditions tout au moins sont nécessaires : 1° conception ou prise de conscience de cette nouvelle méthode de lutte ; 2° comportement collectif conforme à cette conception. Si les ouvriers ne connaissent pas ou ne conçoivent pas l'efficacité de cette lutte dans sa forme nouvelle, le rapport des forces restant à l'ancien droit, il ne saurait s'inscrire un droit nouveau entrainant la nouvelle formule d'action.

C'est même à mettre en garde les ouvriers organisés syndicalement, contre un danger qui les menace. La direction Citroën tente un procès en dommages-intérêts pour occupation illégale des usines. Légèrement elle en a le droit. L'atmosphère actuelle est à la chute brutale de l'autorité de l'Etat. Mais celui-ci peut se raidir. La magistrature chargée de dire le droit ayant intérêt à maintenir la structure autoritaire de l'Etat, il est concevable que la section syndicale peut être condamnée et à travers elle le syndicat (John Lewis en Amérique démocratique en sait quelque chose !)

Dans notre système, on sait que le jugement rendu obtient la force de la chose jugée et constitue par la suite une jurisprudence constante susceptible d'être appliquée à toutes les grèves avec occupation, les amendes ne tarderont pas à tarir les caisses syndicales (surtout celles des syndicats révolutionnaires) et décapiteront les organisations de leurs militants les plus actifs et les plus précieux. Il faut donc que, sans esprit partisan, tous les syndiqués (réformistes, communistes, révolutionnaires et chrétiens) sentent que devant le droit bourgeois il faut dresser la conception de la conduite collective de toute la classe ouvrière organisée, de telle façon qu'un droit nouveau, plus puissant, fasse échec à la prétention patronale, dont on devine sans difficulté les buts recherchés. Nos amis de la C.N.T., particulièrement, doivent envisager l'action, en tenant compte que le COMITÉ DE GREVE n'est qu'une émanation transitoire de la classe ouvrière en rébellion et que la forme de lutte à adopter n'est pas nécessairement celle du syndicat, mais celle que les ouvriers de la base jugent la plus efficace à la défense de leurs intérêts et au triomphe de leurs revendications ; ces formes de lutte peuvent changer au cours d'un même conflit et toute une tactique doit être mise en œuvre. L'occupation peut être une tactique efficace que la grève perdue ou que l'occupation pure et simple, mais seule la base en décide. De toute façon on ne peut laisser sans réponse l'outrecuidance de la direction Citroën. Un droit nouveau se constitue, mais il ne peut devenir positif que dans la mesure où il est appuyé sur une force... la force ouvrière.

A. NOHUMA.

« PLUTOT LA MORT QUE LA FAIM DES ENFANTS »



(Devise des femmes de mineurs pendant les grèves du Borinage, 1932.)

Dessin de Katho Kollwitz.

Après la grève des mineurs

LES mineurs ont repris le travail. Ce mouvement qui menaçait de s'étendre à tous les travailleurs du sous-sol, a obligé les Pouvoirs publics à composer. Il semble que la hâte de la Fédération à conclure un accord n'ait pas tenu simplement au désir exprimé par Le-cœur de « sauvegarder l'économie nationale », mais surtout à la crainte de voir les revendications particulières des travailleurs du sous-sol dépasser les limites prévues en haut lieu. Déjà dans de nombreux puits ces revendications avaient perdu leur caractère politique original (départ de Schuman et gouvernement « républicain ») pour accentuer leur caractère économique : journée de travail abrégée, prime de sécurité, etc.

Cette forme qu'avait prise la lutte à la base, n'a pas été sans inquiéter, dans une certaine mesure, la direction de la Fédération. Les bonzes avaient lancé le mouvement en application de la nouvelle tactique des « noyaux » syndicaux et dans un but de pression sur le gouvernement ; l'accent avait surtout été mis sur les décrets Schuman et sur le ravitaillement ; le mécontentement des Schuman a obligé les dirigeants de faire passer au premier plan la revendication que les mineurs considèrent comme essentielle : l'augmentation des salaires, la seule qui ne puisse être satisfaite par voie d'escamotage gouvernemental.

Le peu d'empressement mis par de nombreux ouvriers du Nord à reprendre le travail, à la suite de l'appel fédéral, montre que, même dans cette corporation, l'esprit critique, qui commence à s'éveiller, réserve aux pèlerins de Strasbourg des « ennus nombreux ».

GERMINAL.

F. A. Fédération Anarchiste

Permanence tous les jours de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures sauf le dimanche

PREMIERE REGION

Nous avons des groupes ou correspondants dans les départements du Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Oise, Ardennes, Seine-et-Marne. Pour entrer en relation, écrire à Galet, 5, rue des Myosotis, Lille.

Lille. — Réunions les samedis, de 18 à 20 h., lieu habituel. Préparation congrès F.A.

Jeumont. — Permanence les mardis de 12 à 19 h. 30, et après 17 h. 30, 9, rue de la Gare.

Valenciennes. — Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 h., café du Colombo, Croix d'Anzin.

2° REGION

Groupes et correspondants dans les principaux quartiers de Paris et localités de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne. Se renseigner au Libertaire.

Paris XI^e et XII^e. — Réunions tous les jeudis, 20 h. 30, café, 170, fg. St-Antoine.

Paris XIII^e. — Réunions tous les vendredis, 20 h. 30, 32, rue Regnaud.

Paris XV^e. — Réunions tous les lundis, 21 h. 44, rue du Docteur-Roux.

Aulnay-sous-Bois. — Réunions les 2^e et 4^e samedis, 20 h. 30, café de l'Arrivée, 30, avenue Anatole-France et rue du 11 Novembre.

Anières. — Réunions les 2^e et 4^e jeudis, 20 h. 30, café-labac, place de la Comète.

Biancourt-Mesnil. — Réunions les 1^{er} et 3^e samedis, 20 h. 30, café Tournoux, face au stade.

Versailles. — Réunion le dimanche 6 juillet, à 10 h., café « Le Soldat », 8, place Charcot.

Carrières. — Réunion le 1^{er} dimanche, 16 h. 30, salle des Corporations, mairie.

Courbevoie. La Garenne, Neuilly, Puteaux et Suresnes. — Réunions les 1^{er}, 3^e et 4^e lundis (et non jeudis), à 21 h. 38, rue de Metz.

Montreuil. — Bagnole. — Réunions les mardis, 20 h. 30, café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris.

Sevran. — Réunion vendredi 11 juillet, 21 h., café Savy, place de la Gare.

3° REGION

Les camarades habitant les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin, Meurthe-et-Moselle, Vosges, etc., sont priés de s'adresser au Lib., qui transmettra.

4° REGION

Appel est fait aux sympathisants et militants des départements de l'Ouest pour la constitution de nouveaux groupes. Ecrire à Le Lam Auguste, 7, rue Lévi, Brest.

Brest. — Réunions les 1^{er} et 3^e mercredis, 20 h. 30.

Nantes. — Réunions les vendredis, de 15 h. 30 à 20 h. 30, rue Jean-Jaurès.

5° REGION

Les camarades isolés de la région (Ain, Allier, Doubs, Isère, Jura, Loire, Nièvre, Saône-et-Loire, Savoie, etc.) sont invités à se mettre en rapport pour l'organisation, avec R. Guillot, 10, rue de la Résistance, Saint-Etienne.

Le Comité intergroupes se réunira dimanche 6 juillet, 10 h. 30, rue Saint-Jean, Lyon.

Grenoble. — Permanence le mercredi 20 h. 30, bar de l'Expo, rue de Strasbourg.

Lyon-Vaise. — Groupe Germain. Réunion jeudi 3 juillet, café Luboz, place de Valmy.

Saint-Fons. — Reconstitution un groupe, s'adresser à Movero, 11, rue Pastère, qui convoquera.

6° REGION

Tous les camarades groupés ou isolés des départements Allier, Cantal, Cher, Corrèze, Haute-Vienne, Indre et Puy-de-Dôme, sont invités à entrer en contact immédiat avec le camarade Fernandez, 9, rue de l'Ange, Clermont-Ferrand. Il sera répondu aussitôt à toutes questions, propositions et suggestions concernant la région à constituer.

Clermont-Ferrand. — Réunion régionale, le samedi 12 juillet, 20 h. 30, événementiellement aussi dimanche matin (3 juillet), à la permanence C.N.T., 9, rue de l'Ange. Présence indispensable de tous.

Riom. — Appel est fait aux libertaires jeunes et adultes, et aux membres du M. L.A.J. désirant se consacrer au mouvement anarchiste. S'adresser à R. Vivier, Une sortie-promenade avec causerie est prévue pour une date prochaine.

7° REGION

Cahors. — S'adresser à Constant André, 10, rue Saint-Barthélemy.

Toulouse. — Groupe « Bien-être et Liberté », 1^{er} et 3^e samedis, 21 h. 4, rue de

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES Fédération Anarchiste

DEUXIEME REGION :

● PARIS-EST, 6, rue de Lancry, salle B.

le samedi 5 juillet, à 20 h. 30

Aristide LAPEYRE, Maurice JOYEUX, de la F. A., DUCHEMIN, des J. A.

« Les Anarchistes devant les problèmes actuels et la Révolution sociale ; La question syndicale ».

● BANLIEUE-OUEST, café Presle, 10, rue de Paris, à Colombes.

le vendredi 4 juillet, à 20 h. 30

PONTENIS, LAVOREL

« Les Anarchistes avaient raison ! »

● PARIS-CENTRE, salle « La Pointe de Rivoli » (face métro St-Paul).

le vendredi 11 juillet, à 20 h. 45

Maurice JOYEUX

« Marxisme, syndicalisme et anarchisme »

● PARIS-ETUDIANTS, Hôtel des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente.

le mercredi 9 juillet, à 20 h. 30

André PRUNIER

« Marx était-il internationaliste ? (1864-1870)

● NANTERRE, café Gaby, 502, rue Gabriel-Péri, Petit-Colombes.

le vendredi 11 juillet à 20 h. 30

Henri BOUYE

« Les Anarchistes devant les problèmes actuels »

QUATRIEME REGION :

● PORNICHET, salle des conférences-discussions.

le vendredi 11 juillet à 20 h. 30

« L'éducation sexuelle de l'enfance »

HUITIEME REGION :

● LYON, Café des Voyageurs, boulevard de la Croix-Rouge.

le samedi 5 juillet à 16 h.

Constitution du Groupe de la Croix-Rousse et causerie par un camarade

DIXIEME REGION :

● TOULOUSE, 4, rue de Belfort (2^e étage).

le samedi 5 juillet

LYG

« Vues générales de l'univers et conséquences philosophiques »

ONZIEME REGION :

Tournée Aristide LAPEYRE

« Le double jeu de l'Eglise »

● BEZIERS, Salle de la Maison du Peuple.

le mercredi 9 juillet à 21 h.

● NARBONNE, salle du Café Montmorency.

le lundi 7 juillet, à 21 heures

● PERPIGNAN, pour la salle consulter les affiches.

le mardi 8 juillet à 21 heures

DOUZIEME REGION :

● MARSEILLE, Bar Artistique, 8, rue Joseph-Thierry.

le jeudi 3 juillet à 19 h.

J. ROUMILHAC

« Les problèmes économiques vus par les consommateurs »

C. N. T.

● BREST, Salle du Cinéma Vox.

le dimanche 13 juillet à 9 h.

Juan PUIG ELIAS et JUHEL

« Commémoration du 19 juillet en Espagne »

● RENNES, salle des Beaux-Arts, rue Hoche.

le vendredi 11 juillet à 20 h. 30

Juan PUIG ELIAS et JUHEL

« Commémoration du 19 juillet en Espagne »

● LYON, Syndicat Unique des Métaux, 60, rue de Saint-Jean.

les dimanche 13 et lundi 14 juillet